


Derrière les agressions homophobes, l'injonction à l'invisibilité

**Plus d'une personne LGBT sur deux a déjà été
victime d'une agression homophobe, selon l'Ifop.
« Faire gay » augmenterait les risques.**

Par Marion Gauthier

Publié le 29/06/2018 à 13:09 | Le Point.fr

 #192; Paris, des passages piétons aux couleurs du "rainbow

À Paris, des passages piétons aux couleurs du "rainbow flag", symbole de la communauté LGBT, ont été saccagés.

© ALPHACIT NEWIM / CrowdSpark

Des données fiables pour une réaction politique. Voilà les objectifs visés par [l'enquête de l'Ifop](#), qui pose « un regard d'audit » sur les discriminations faites aux personnes LGBT, selon les mots de Flora Bolter, codirectrice de l'Observatoire LGBT+ de la Fondation Jean-Jaurès.

AdChoices

PUBLICITÉ

[inRead invented by Teads](#)

Certains chiffres étaient attendus, d'autres sont « extrêmement étonnants », explique Flora Bolter. Ainsi, une personne LGBT sur deux (53 %) a été victime d'au moins une agression homophobe au cours de sa vie, dont 58 % en ville. « Auparavant, l'anonymat urbain était positif, gage de tranquillité. Aujourd'hui, il n'est plus efficace, affirme Flora Bolter. Au contraire, dans les zones rurales, la proximité et la connaissance que l'on a des uns et des autres évitent les généralités, les réductions. » Autre chiffre qui a interpellé la codirectrice de l'Observatoire LGBT+ : 26 % des LGBT, soit une personne sur 4, ont été victimes d'homophobie pendant leurs études. « On s'attend à ce que les jeunes majeurs soient tolérants, on ne s'attend pas au harcèlement à l'université ! »

s'exclame-t-elle. [L'étude, publiée mercredi 27 juin, a été réalisée auprès d'un échantillon d'un millier de personnes LGBT.](#)

[Lire aussi Homophobie : 53 % des personnes LGBT ont déjà subi une agression](#)

Une « minorité bruyante » de « gens déviants »

Démonstration récente de ces discriminations homophobes : le mercredi 20 juin, la responsable du service adoption de Seine-Maritime était suspendue de ses fonctions. Pascale Lemare réservait aux couples homosexuels, considérés comme « atypiques », les enfants « cassés, perturbés psychologiquement, handicapés ». Pour Terrence Katchadourian, secrétaire général de Stop Homophobie, « c'est affreux, mais, une fois encore, ce n'est pas étonnant ».

Catherine Tripon, porte-parole de L'Autre Cercle, qui défend les droits des personnes LGBT en entreprise, souligne également les difficultés d'intégration des transsexuels, et insiste sur l'injonction d'invisibilité faite aux lesbiennes, gays et bisexuels. « Quand nous avons ouvert une antenne de notre association Stop Homophobie en banlieue parisienne, on nous a demandé de ne pas être trop visibles, pour risques de troubles à l'ordre public ! » confirme Terrence Katchadourian.

En témoigne également la dégradation des passages piétons du quartier du Marais, à [Paris](#), repeints aux couleurs de l'arc-en-ciel (le drapeau arc-en-ciel ou *rainbow flag* est le symbole de la communauté LGBT) à quelques jours de la Marche des fiertés parisienne. Mardi 26 juin, l'un d'eux a été recouvert de peinture blanche, tout comme à [Nantes](#), une semaine plus tôt, et d'insultes homophobes. Si « la majorité des Français n'a plus de problème avec les questions LGBT », estime Catherine Tripon, il existe néanmoins une « minorité bruyante » de « gens déviants », fulmine-t-elle. Une conviction que semble partager la maire de Paris, [Anne Hidalgo](#), qui a annoncé dans un tweet que les rainbows flags allaient être repeints, et cela de façon permanente. Las, les passages piétons du Marais aux couleurs LGBT ont été à nouveau vandalisés, ce vendredi 29 juin.

« Faire gay »

Alors, comment mieux lutter contre les discriminations ? L'arsenal législatif suffit-il ? « Si la loi empêchait les crimes et délits, on le saurait », ironise la porte-parole de L'Autre Cercle, Catherine Tripon. Car les discriminations existent dans de nombreux domaines : pour les soins, face à la police ou même devant le juge. « Il faut des actes

forts, martèle-t-elle, au plus haut niveau de l'État. » « L'État doit imposer une éthique professionnelle aux décisionnaires, pour qu'ils fassent passer la loi avant leurs convictions personnelles. »

En mai, SOS Homophobie avait relevé que le nombre d'actes homophobes avait augmenté en 2017, pour la deuxième année consécutive. Selon l'Ifop, l'apparence des LGBT serait un « facteur aggravant ». Autrement dit, « faire gay » augmente les risques de se faire agresser. « L'apparence peut être interprétée comme une remise en question de la norme », explique Flora Bolter. Le problème ne résiderait pas tant dans l'orientation sexuelle que dans la manière de l'extérioriser. À deux jours de la Marche des fiertés, le constat est édifiant.